



Union Départementale des Syndicats FO de l' AISNE

19, rue du Président Kennedy
02100 Saint-Quentin

☎ 03 23 65 66 66 Fax 03 23 65 66 61

Adresse électronique : udfo02@orange.fr

Prise de parole FO le 22 mai 2018

Aujourd'hui, **22 mai 2018**, pour la troisième fois, après le 10 octobre 2017, après le 22 mars 2018, les fonctionnaires des trois versants de la Fonction Publique sont en grève, dans l'unité avec leurs organisations.

Pour la troisième fois, nous sommes en grève. Nous sommes en grève parce que nous ne voulons pas du plan action publique 2022 du gouvernement Macron - Philippe.

Ce plan, voici ce qu'en dit le journal *Libération* dans un article publié sur son site Web le 16 mai concernant les travaux du Comité action publique 2022 chargé d'en élaborer le contenu :

« **Des profs avec un CDD de cinq ans, des policiers embauchés pour seulement dix ans, des agents territoriaux en contrat de deux ou trois ans renouvelables... Voici le nouveau monde des fonctionnaires, imaginé par les experts du « Comité action publique 2022 » (CAP22).** Ce panel de 34 personnalités qualifiées, installé en octobre dernier, a été chargé par le gouvernement de plancher sur la réforme de l'Etat, des collectivités et de la Sécurité sociale. Issus du privé, du public et du monde associatif, ses membres se sont vus donner « carte blanche » par Edouard Philippe ; un encouragement reçu cinq sur cinq par les experts, qui doivent rendre prochainement leur rapport au Premier ministre. »

C'est clair, ce que préparent le gouvernement et son Comité d'experts, c'est la démolition de la Fonction publique et des services publics tels que nous les connaissons :

- suppression de 120 000 postes de fonctionnaires ;
- Recours massif aux emplois contractuels, c'est-à-dire à du travail moins payé et moins protégé, alors que déjà, sur 5,5 millions d'agents, près d'1 million sont des contractuels... Pour ceux qui en douteraient encore, la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique expliquait, le 13 mars dernier que, demain, « **le cadre juridique d'emploi sera le contrat et non le statut !** » ;
- Baisse des salaires et du pouvoir d'achat par le gel du point d'indice, le rétablissement du jour de carence, l'augmentation de la CSG, l'augmentation de la retenue pour la pension civile etc. ;
- Le transfert de missions au privé, voire l'abandon de missions de service public...

C'est ce que le ministre de l'action et des comptes publics appelle « **refondre le contrat social avec les agents publics** » ! De fait, c'est une offensive sans précédent dans l'histoire de la V^{ème} République contre la Fonction publique et les services publics...

Casser le statut, préparer la privatisation, c'est exactement ce que le gouvernement veut imposer à la SNCF ! C'est exactement ce contre quoi les cheminots font grève, dans l'unité avec leurs syndicats, depuis un mois !

Comme les cheminots, ce « nouveau contrat social », nous n'en voulons pas !

La Fonction publique, les services publics, c'est ce qui permet de traduire dans la réalité le principe d'égalité des droits des citoyens, le principe d'égalité devant la loi qui est inscrit depuis le 26 août 1789 dans les constitutions de notre pays.



Remettre en cause la Fonction publique et les services publics, c'est remettre en cause l'égalité des droits, c'est remettre en cause la République !

Pour parvenir à ses fins le gouvernement est près aux plus grossiers mensonges. Nous l'avons vu à l'oeuvre avec la SNCF... De même, alors que le président Macron avait affirmé, le 15 avril dernier, qu'il n'y aurait pas d'économie sur l'Hôpital public, le ministère de la Santé prépare en fait un plan d'1,2 milliards d'euros d'économies sur la masse salariale des hôpitaux d'ici à 2022, équivalant à la suppression de 30 000 postes sur 5 ans...

La société que veut mettre en place le gouvernement, nous la connaissons. C'est une société où, pendant que l'on dit qu'il n'y a plus d'argent pour les écoles, pour les hôpitaux, les actionnaires du CAC 40 récoltent 97,4 milliards de bénéfice net, une société où, tandis que 67 % des profits des entreprises sont reversés aux actionnaires, les salariés n'en reçoivent que 5 %...

C'est une société où les plus riches sont toujours plus riches, toujours plus vite, tandis que les plus pauvres ne cessent de s'enfoncer dans la misère, une société où les inégalités à tous les niveaux sont la règle ! Et maintenant, ils voudraient réduire les « aides sociales » (*APL, bourses étudiantes, allocation adultes handicapé, allocations chômage...*) ! **La société selon Macron et son gouvernement, c'est « en Marche ou crève ! ». Cette société là nous n'en voulons pas !**

Ce que nous voulons c'est :

- l'annulation des 120 000 suppressions de postes et la création des postes statutaires nécessaires pour développer des services publics de qualité au service de tous les citoyens ;
- un vrai plan de titularisation des personnels sous contrats précaires ;
- la préservation et le développement du statut et des régimes de retraites des fonctionnaires ;
- l'augmentation immédiate d'au moins 16 % du point d'indice pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis le début des années 2000, et l'abrogation du jour de carence ;
- aucun transfert de mission au privé ! Aucun abandon de mission !

Alors, une question se pose. C'est la troisième fois que nous sommes en grève. Les cheminots sont en grève depuis un mois... Les étudiants résistent contre la loi ORE et le dispositif Parcoursup... Dans de nombreux secteurs encore (*Air France, finances publiques, hôpitaux, EHPAD, transports, commerce etc.*), les salariés cherchent à résister contre la casse sociale généralisée menée par le gouvernement...

La question se pose : les cheminots ne gagneront pas seuls, les étudiants ne gagneront pas seuls, les fonctionnaires ne gagneront pas seuls, les salariés du privé ne gagneront pas seuls, secteurs par secteur, entreprise par entreprise... Alors, face à une offensive d'ensemble, n'est-il pas temps d'organiser une riposte d'ensemble ? A cette question, le congrès FO, réuni au mois d'avril, a décidé de répondre en mandatant ses instances confédérales pour proposer à l'ensemble des organisations syndicales une mobilisation interprofessionnelle dans l'unité la plus large, y compris par la grève...

Ça suffit ! La SNCF n'est pas eux, l'école publique n'est pas à eux, l'hôpital public n'est pas à eux, la Fonction publique, les services publics, les conquêtes sociales ne sont pas à eux, ils ne doivent pas nous les prendre, ils ne nous les prendront pas !

